

Paris, le 23 septembre 2022

COMMUNIQUE DE PRESSE

France Travail : l'alerte des Régions au gouvernement

Jean-Patrick GILLE représentait ce matin les 18 Régions à la première réunion du comité des parties prenantes de France Travail. Une semaine après le congrès des Régions à Vichy, il a maintenu leur exigence d'être au cœur du pilotage de France Travail à l'échelle régionale pour tenir le pari du plein emploi.

Les Régions partagent le constat de l'extrême complexité du fonctionnement institutionnel des politiques emploi-formation dans notre pays, au détriment du service aux entreprises comme aux demandeurs d'emploi. En bout de chaîne, nos concitoyens pâtissent de la concurrence des dispositifs, d'une perte de visibilité et de lisibilité locale, et finalement d'un manque de réactivité dans les réponses apportées.

Or, les compétences des Régions, inscrites dans le continuum emploi-métiers-formation comme dans celui des parcours, du lycée jusqu'à la fin de la vie active, les mettent au cœur du sujet. Tous les jours, les Régions innovent et créent des dispositifs adaptés à leur territoire, avec tous les acteurs du service public de l'emploi qui étaient réunis vendredi au ministère du Travail. Elles animent les acteurs de la proximité, collectivités, entreprises, organismes de formation au niveau des bassins d'emploi, là où se joue vraiment la bataille contre le chômage.

C'est le constat de la première phase de l'étude de préfiguration du service public de l'emploi et de la formation, dévoilée le 16 septembre dernier : les 150 initiatives recensées dans les 18 Régions démontrent leur savoir-faire dans les politiques qu'elles mènent sur le développement économique, la formation des demandeurs d'emploi, l'orientation tout au long de la vie.

Pour les Régions, toute évolution qui reviendrait à entraver ces initiatives et donc à recentraliser le service public de l'emploi, constituerait une grave erreur : la présidente Carole DELGA et le président François BONNEAU ont donc alerté solennellement la Première ministre dans le courrier joint.

Les Présidents sont extrêmement préoccupés par les conséquences d'une réforme menée à la va-vite qui se limiterait à la création d'un guichet unique, sans transformation profonde des opérateurs du service public de l'emploi.

Ils attendent donc une clarification, sous la forme d'actes concrets quant à la place des Régions dans France Travail. Il en est encore temps !